

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

24^{ème} session de la Conférence des Parties
à la Convention Cadre des Nations Unies sur les
Changements Climatiques

Katowice, 12 Décembre 2018

**ALLOCUTION DE MONSIEUR
DINI ABDALLAH OMAR,
SECRETAIRE GENERAL DU
MINISTERE DE L'HABITAT
DE L'URBANISME ET DE
L'ENVIRONNEMENT**

DECEMBRE 2018

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention Cadre des Nations
Unies sur le changement climatique,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,**

Qu'il me soit d'abord permis de remercier le gouvernement et le peuple polonais pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans cette belle cité de Katowice. Mes remerciements s'adressent aussi à la Secrétaire Exécutive de la Convention, Mme Spinoza, qui a pris les dispositions nécessaires pour faciliter nos travaux durant cette conférence. Permettez-moi également d'endosser pleinement les déclarations faites au nom du Groupe de PMA par l'Ethiopie, au nom de l'Afrique par le Gabon et au nom de G77 et la Chine par l'Egypte.

De nos jours, le changement climatique est devenu une question grave voire de survie et ce notamment pour les pays les moins avancés. Les ouragans, les sécheresses récurrentes, le feu de forêts, la fonte de glacier, les glissements de terrain, les précipitations diluviennes, les inondations violentes sont autant d'éléments témoignant des impacts du dérèglement climatique sur notre chère planète.

Nous sommes à un moment crucial de l'histoire de l'humanité. En effet, l'adoption de l'Accord de Paris en 2015 fut une étape historique, cette COP24 de 2018 doit aboutir à la mise en place des règles de mise en œuvre de cet accord qui nous permettront d'atteindre les objectifs escomptés en matière de lutte contre les changements climatiques.

Monsieur le Président,

Il est sans équivoque que les conséquences des changements climatiques pourraient annihiler le développement socioéconomique et les efforts engagés par les Pays en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

Le rapport spécial du GIEC sur les impacts du réchauffement de la planète à plus de 1,5 ° C, publié au mois d'octobre dernier, a lancé un cri d'alarme et a souligné le besoin urgent de renforcer l'action de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

En effet, la température moyenne mondiale a augmenté de 1°C par rapport aux niveaux préindustriels. Ces résultats sont des preuves

scientifiques irréfutables nous pressant à agir immédiatement et de concert.

Malheureusement, la trajectoire actuelle des émissions de gaz à effet de serre dépasse largement les objectifs de maintien de la température en dessous de 2°C tel qu'édicté par l'Accord de Paris. C'est pourquoi, les nations du monde doivent relever leurs ambitions pour préserver notre planète des catastrophes climatiques.

Les pays industrialisés, compte tenu de leur responsabilité historique et de leur capacité technique et financière, doivent fournir un effort plus important pour réduire de façon substantielle leurs émissions des gaz à effet de serre.

Monsieur le Président,

La république de Djibouti est particulièrement vulnérable aux conséquences dramatiques des changements climatiques. Nous ressentons déjà les impacts des changements climatiques qui affectent durement nos populations et nos écosystèmes. La République de Djibouti est frappée régulièrement par des sécheresses qui impactent fortement les populations rurales. Notre pays est par ailleurs soumis à un stress hydrique de plus en plus aigu.

Pour faire face au défi du changement climatique, le gouvernement de Djibouti, avec l'appui des partenaires au développement, a entrepris des actions d'adaptations aux changements climatiques dont l'objectif est d'augmenter la résilience des populations vulnérables, des écosystèmes fragiles et des infrastructures essentielles.

En matière d'atténuation, la République de Djibouti, fort de son potentiel en énergie renouvelable, s'est engagée dans une politique sobre en carbone visant à mettre en place des programmes d'énergies solaires, éoliennes et géothermiques au niveau national.

Cependant, ces actions programmées nécessitent des financements internationaux colossaux qui ne sont pas au rendez-vous et ce malgré les promesses faites. Nous exprimons notre profonde inquiétude face au peu de ressources financières disponibles pour les actions d'adaptation et d'atténuation. Nous sommes ainsi inquiets par la faiblesse des ressources financières mises à la disposition du Fonds pour les Pays les Moins Avancés.

Cependant, nous accueillons favorablement le lancement officiel de la reconstitution du Fonds Vert pour le Climat. Il est indispensable d'apporter

le financement nécessaire au Fonds Vert pour le Climat afin de permettre aux pays en développement de mettre en œuvre des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Le financement public est essentiel pour la mise en œuvre des actions de lutte contre les changements climatiques et doit être disponible, adéquat, équilibré et pérenne.

Monsieur le Président,

L'Afrique a institué la question de l'adaptation comme une priorité absolue et ce en vue d'apporter des réponses idoines face aux désastres causés par les changements climatiques vis-à-vis des populations locales et des écosystèmes.

Par ailleurs, il est important de rappeler que le transfert des technologies et les renforcements des capacités constituent les pierres angulaires pour la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et de l'Accord de Paris. L'accès à ces technologies contribuera grandement à la concrétisation des actions d'adaptations et d'atténuation programmées par les pays en développement.

Enfin, trois ans après l'adoption de l'Accord de Paris, il est temps pour les nations du monde de prendre le taureau par les cornes et d'adopter un ensemble des décisions garantissant l'application de l'Accord de Paris, confirmant ainsi les engagements pris à Paris par l'ensemble des Pays.

Malgré l'étroitesse de la fenêtre de prise de décision, nous pensons qu'il est encore temps de renverser la tendance tel que recommandé par les experts du GIEC et de laisser aux générations à venir une planète saine et vivable. Nous devons agir maintenant, ici à cette COP 24, pour atteindre cet objectif.

Je vous remercie de votre aimable attention.